



Ville de Cannes

CABINET DU MAIRE

Allocution de

Monsieur David LISNARD

Maire de Cannes

Président de l'Agglomération Cannes - Lérins

Vice-Président du Conseil général des Alpes-Maritimes

**à l'occasion de la cérémonie
du cinquantenaire de la disparition du Général de Gaulle**

Lundi 9 novembre 2020

A 16h30

Square du 8 mai 1945, dit « La Roseraie »

Cher Christian Bridoux, Commandeur de la légion d'honneur, des décorés au péril de leur vie,
ancien parachutiste SAS de la France Libre,

Cher Guy Morand, Président de l'Association Nationale des Médailleurs de la Résistance Française, Commandeur de la Légion d'Honneur

Cher Colonel Albert Ordand, Président de la section 561 Cannes Grasse Antibes de l'Association Nationale des Officiers de Réserve de l'Armée de l'Air

Cher Antoine Babu, Conseiller municipal subdélégué aux anciens combattants

Mes chers amis, et notamment à distance, puisque c'est dans un contexte et un cadre tout à fait particuliers que je m'exprime aujourd'hui, à l'occasion des 50 ans de la disparition du Général de Gaulle, le 9 novembre 1970.

Les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19 nous empêchent en effet de nous retrouver comme chaque année au pied de cette Croix de Lorraine, ici à Cannes au cœur de l'esplanade des Alliés et de sa Roseraie. Alors, mes chers amis, je m'adresse à vous par les moyens audiovisuels qui sont les nôtres.

Il y a 50 ans, s'éteignait, à 79 ans, en pleine partie de patience, Charles de Gaulle, dans sa bibliothèque de la Boisserie, à Colombey-les-deux-Eglises.

Cette disparition a marqué la fin d'un cycle, d'une époque, d'une partie de notre histoire dont nous n'aurions jamais voulu sortir simplement parce qu'elle nous rendait fiers d'être Français, parce qu'elle nous a fait aimer la France plus que jamais, et que nous aurions été capables de tout pour conserver le rayonnement qu'elle a connu à travers et grâce au Général de Gaulle.

Cet homme, on peut le dire, exceptionnel et extraordinaire au sens étymologique du terme, a incarné pendant 30 ans, pendant les 30 ans où il dirigea par intermittence le pays de 1940 à 1970, cette « certaine idée de la France » qu'il défendit jusqu'à son dernier souffle. Aussi, je voudrais ici faire miens les mots de Romain Gary – je sais que Christian Bridoux aurait été déçu si je ne citais pas Romain Gary, j'aime tellement Romain Gary qui l'a connu, et Romain Gary dans *l'Ode à l'homme qui fut la France* :

« Disons d'abord les choses clairement : je suis un « gaulliste inconditionnel ». Et puisque je fais ici cet aveu compromettant, aux conséquences imprévisibles pour moi et ma famille, je tiens à donner ici la définition du « gaulliste inconditionnel » à laquelle je me suis efforcé de rester fidèle depuis juin 1940. Un « gaulliste

inconditionnel » est un homme qui s'est fait une certaine idée du Général de Gaulle, comme le Général de Gaulle « se fait une certaine idée de la France ». Dès que les deux conceptions cessent de coïncider, les liens sont rompus. Il s'agit donc bien plus d'une fidélité du général de Gaulle qu'au général de Gaulle. Fidélité à quoi ? A « une certaine idée de la France », - voilà les mots de Romain Gary qu'il avait présentés aux Français libres bien avant de l'avoir formulé dès les premières lignes de ses *Mémoires*. Et cette idée, cet idéal – « la madone des fresques, la princesse des légendes » - est, par définition, incompatible avec une France du mensonge ou de la propagande tendancieuse ».

Le général de Gaulle s'est toujours fait une certaine idée de la France, de lui-même et des Français et ce, bien avant 1940. De la France, c'est une idée quasi religieuse, presque mystique.

De lui-même, c'est une idée altière et intraitable. Des Français, c'est une idée respectueuse mais parfois circonspecte, voire goguenarde. Il regardait la France avec les yeux de Corneille et les Français avec ceux de Racine.

En ce jour d'un cinquantenaire singulier, il nous faut nous rappeler ce que le Général de Gaulle nous inspire d'exemplaire, d'un temps révolu mais regretté, parce que la France était grande, parce que la France était belle, parce que la France était fière et combative.

Homme du XIX^e siècle, il grandit au plus près des idées maurrassiennes, dans une famille soudée, et aux valeurs prononcées : un catholicisme légitimiste assumé, un goût certain pour les études, et une conception solide du service de l'Etat.

Puisant son inspiration et parachevant sa sublimation intellectuelle à travers Péguy, Bergson et Barrès, il lisait à satiété. Sa culture et sa réflexion acérée, comme en attestent ses ouvrages publiés dès l'avant-guerre, lui permettaient une élévation presque extatique.

Le Général de Gaulle, théoricien de l'art de la guerre, notamment dans *Vers l'Armée de Métier* et le *Fil de l'Épée*, puis comme dirigeant politique, a toujours fait le choix de l'efficacité, du mouvement, du recours aux outils de la modernité : condamnation de la ligne Maginot et exhortation à adopter des divisions blindées mobiles, instauration d'une

administration et d'institutions rationalisées, création du nouveau franc, lancement d'une politique d'industrialisation du pays, décolonisation, mise en place de la force de dissuasion atomique, engagement du programme d'énergie nucléaire – quand on voit ce que l'on en fait actuellement - et bien plus encore.

Du reste, il a toujours entretenu une ambivalence positive et productive entre d'une part sa fidélité aux racines de la culture nationale et de la civilisation européenne, au passé, à l'histoire, d'autre part sa volonté de faire de la France une grande puissance de son époque, tournée vers l'avenir.

Génie ou hasard ? Transcendance ou chance ? Grandeur ou circonstance ? Ces oppositions s'expriment souvent à l'occasion de l'exégèse de l'œuvre gaullienne.

Le Général de Gaulle est à ce point inscrit dans notre génome national que son souvenir et sa mémoire continuent de se propager, nourrissant notre quête pour en analyser les forces, en exploiter les faiblesses et, surtout mes chers amis, en déceler l'immense complexité, bien loin de certaines récupérations politiciennes aussi indignes qu'insultantes dont il continue de faire l'objet, y compris de la part des héritiers de ceux qui ont tenté de l'assassiner au Petit Clamart.

Dès le 18 juin 1940 et jusqu'à son très digne départ de la Présidence, en 1969, le Général de Gaulle a ouvert une page blanche sur l'avenir de notre pays.

Par son action, dès 1940, le Général a fait basculer le destin d'une nation et à travers elle celui de l'homme que nous commémorons aujourd'hui.

Longtemps après le 18 juin et aujourd'hui encore d'ailleurs, la France reste profondément attachée à l'incarnation de son unité, de sa continuité et de sa grandeur dans un homme, perpétuée à travers la Constitution de 1958, qui se veut, pour reprendre le triptyque gaullien, « un esprit, des institutions, une pratique ». En tout cas, espérons-le et gageons d'entretenir, devant notre Croix de Lorraine, la flamme qui nous rend si forts.

Notre esprit, dans ses replis les plus obscurs, nourrit toujours cette illusion d'un recours qu'il place au-dessus du commun des mortels. Ce recours, ce fut le Général de Gaulle pendant presque trois décennies. Ce recours reste lui par son esprit.

Cette approche, transcendante et exclusive du pays, forme les liens secrets où se condense toute la force de cet homme à la vie proprement unique.

Le général de Gaulle a montré qu'il n'existe pas de discipline plus haute que celle qu'un homme s'impose à lui-même. Et dont la condition se nomme le caractère.

Aujourd'hui, en 2020, puissent cette vision, cette combativité positive, ce sens de l'histoire et ce recours aux outils de la modernité, ce dépassement de soi et cette exhortation à l'unité nationale, cette force de caractère et cet usage de la raison, cet amour de la France et ce culte de la liberté, puissent ces valeurs et ces vertus habiter l'âme, la conscience et les actes de chacun d'entre nous.

Ces valeurs, ces vertus, ces principes que le Général de Gaulle a fait siens tout au long de son existence, pour la France, et rien que pour elle, semblent rarement hélas faire défaut – pas rarement, semblent hélas trop souvent faire défaut dans nos temps actuels, nos temps émotionnels.

Que serait le gaullisme aujourd'hui et qu'est-il aujourd'hui ? Indéniablement, le Général n'a pas eu et n'aura jamais de successeur. En revanche, il nous est possible, et je dirais même qu'il nous incombe, surtout pas par idéologie mais bien par réalisme et pragmatisme, de nous inspirer de sa conception de la conduite de l'Etat, dans le respect des institutions, loin des manichéismes et des calculs politiques, à l'opposé du politiquement correct et de la bien-pensance qui freine l'action nécessaire voire qui l'entrave.

Il ne s'agit pas de plagier ni même de chercher à reproduire à l'identique ce qui a été fait (et que l'on ne pourrait d'ailleurs pas refaire), mais simplement, modestement, de s'imprégner d'un état d'esprit, d'une philosophie, d'une action concrète qui a porté ses fruits au service du pays, et sans fioriture.

Notre époque nous attend au tournant, au tournant des nombreux et grands défis à relever, que l'épidémie actuelle ne doit pas nous faire oublier.

En premier lieu, le numérique. Il est devenu un enjeu majeur pour le développement économique, pour la prospérité. Le numérique est à la fois porteur de servitude et d'émancipation, il est porteur d'opportunité et il est un grand risque. Nous devons en tout cas le domestiquer, le développer, l'appréhender. Il n'y aura pas de puissance sans numérique.

Nous devons bien sûr relever le défi environnemental, plus que jamais nécessaire et qui doit imprégner toutes nos actions, en particulier face au réchauffement climatique et pour la biodiversité.

Le défi, il est bien sûr sécuritaire. Le défi, il est bien sûr pour nos libertés. Le défi, il est politique. Le défi, il est absolu. Le défi, il est dans la souveraineté, qui passe d'abord par l'indépendance financière.

La bonne application d'une politique bien pensée et bien menée passe donc par une rigoureuse gestion des finances publiques et leur assainissement autant que de besoin. Pour toujours mieux protéger nos contribuables et défendre leur pouvoir d'achat, j'ai tenu, à notre niveau, à une gestion rigoureuse mais aussi dynamique des finances communales, qui s'est traduite par une diminution en 6 ans de plus de 56 millions d'euros de la dette communale, sans aucune augmentation des impôts et sans même création d'une fiscalité, y compris intercommunale, malgré les difficultés actuelles, malgré les effets de ciseaux que nous affrontons, nous continuerons à exercer cette vertu et cette orthodoxie. Il n'y aura aucune augmentation de la fiscalité communale, il y aura une baisse de la dette, il y aura, grâce aux économies de fonctionnement, aux gains de productivité, à la réorganisation permanente des services à laquelle nous procédons, des marges de manœuvre financière en autofinancement qui nous permettront de continuer à investir, à embellir, à dynamiser notre ville de Cannes. C'est dans cet esprit-là aussi qu'il faut gérer le pays. Un pays dont la dette publique a continué d'augmenter et va exploser. Un pays dont le déficit de l'Etat continuait d'augmenter avant la crise du Covid. Il diminuait depuis la fin de la crise des *subprimes*. Depuis 2011, le déficit diminuait, la dette elle continuait d'augmenter puisque c'est la somme des déficits. En revanche, le déficit de l'Etat, depuis trois ans, a à nouveau augmenté et je crois qu'il est bon, malheureusement, de le rappeler.

Comme je le rappelle sans cesse, l'action des pouvoirs publics devrait être recentrée et renforcée sur les mesures efficaces (car nous savons, mes chers amis, depuis Montesquieu et l'*Esprit des Lois* que « les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires ») ; il faut que cesse l'inflation de mesures générales d'interdictions administratives dont on voit qu'elles n'endiguent pas l'épidémie en l'occurrence et qui parallèlement détruisent l'économie et la vie sociale. Les interdits et obligations doivent être ciblés, doivent être rigoureusement

respectés, c'est pour ça qu'ils doivent être limités à ce qui est utile, accepté comme tel et contrôlable par les pouvoirs publics, par les autorités.

A la sortie de la guerre, le Général de Gaulle a souhaité, notamment à travers la création de l'ENA, « refondre la machine administrative française », selon ses termes, en faisant former des hauts-fonctionnaires solidement instruits, aux compétences pluridisciplinaires. L'objectif était alors de façonner une administration réactive, efficace et au service de l'action publique. Nous sommes loin de cet objectif, car force est de constater que cette mission initiale a été dévoyée, alors que nous nous enfonçons toujours un peu plus dans les tracasseries administratives et le harcèlement bureaucratique.

Souhaitons de tout cœur retrouver ce sens et cette pratique de l'Etat – cet Etat fort, ferme et juste, la fierté d'être ce que nous sommes, sans jamais faiblir devant ce qui nous menace.

La mémoire et l'action du Général de Gaulle doivent continuer de nous guider pour espérer avancer, pour lutter contre le totalitarisme de l'époque, que constitue l'islamisme qui est une atteinte à ce que nous sommes en tant qu'individus libres et souverains.

Nous devons avancer avec l'esprit du Général de Gaulle face à tous les défis qui nous attendent.

Il avait le style, l'aura, l'intelligence, la droiture, l'habileté aussi, ce qui n'est pas interdit, la conscience et la mesure de l'Etat, le sens du devoir, la témérité, la foi profonde en l'humain, l'amour indéfectible de la France, une France puissante dans son époque.

C'était cela le Général de Gaulle.

C'est pourquoi sa mémoire ne nous appelle pas à une nostalgie réactionnaire, surtout pas ou à singer son action, sa mémoire nous appelle à écrire nous-mêmes notre destin de Femmes et d'Hommes du XXIème siècle, à affronter les enjeux d'aujourd'hui avec les moyens d'aujourd'hui dans la France et le monde d'aujourd'hui, en conciliant la modernité de l'action et la fidélité à une France bimillénaire, qui ne peut être vue que grande et rayonnante.

« Posse quod velit, velle quod oportet. Saint Augustin », tels sont les derniers mots notés par le Charles de Gaulle le jour de sa mort, le 9 novembre 1970, sur son carnet personnel.

« Pouvoir ce qu'on veut, vouloir ce qui convient », celui qui jamais ne sombra dans le conformisme nous appelle à en faire la devise de notre engagement, la marche d'une vie, la marque d'un destin.

J'en fais ici le serment.

Vive la République,

Vive la France !

Vive Cannes